

Le travail temporaire dans l'industrie

#18 - janvier 1979 - Robert Ardent, Marie-Thérèse Dupraz, Christian de Giry, Armelle Gorgeu, Françoise Rerat

RÉSUMÉ

L'approche du travail temporaire s'est faite, non à partir des entreprises spécialisées, fournissant des travailleurs temporaires, mais à partir d'une enquête auprès des établissements éventuellement utilisateurs. Cette enquête a été centrée principalement sur le travail intérimaire parce qu'il est le plus connu et le plus facile à saisir, sans pour autant négliger les autres formes de travail « précaire » qui, au sein d'un établissement industriel, s'effectuent en dehors du statut appliqué au personnel permanent. L'enquête a porté sur 176 établissements industriels de plus de 100 salariés localisés dans les Hauts-de-Seine, la région Rhône-Alpes, la région Provence Côte-d'Azur et l'agglomération bordelaise.

L'échantillon retenu comprend à la fois des établissements ayant recours aux entreprises de travail temporaire et des établissements n'y ayant jamais recours. Les établissements ont été généralement sélectionnés parmi les secteurs d'activités occupant le plus de main-d'œuvre industrielle. Le but poursuivi était d'interroger à la fois les responsables d'établissements sur leur politique de recours au travail temporaire et d'étudier dans les ateliers les emplois tenus par les travailleurs temporaires.

Un premier questionnaire était axé d'une part sur le contexte économique de l'établissement, sa politique salariale et sociale, d'autre part sur le recours aux entreprises de travail temporaire et aux autres types de main-d'œuvre extérieure. Ne voulant pas mesurer le recours au travail temporaire uniquement à partir de la situation de l'établissement au moment de l'enquête, nous avons choisi une période de référence allant de 1972 à 1975 inclus, qui couvre donc l'apparition de la crise.

Pour les établissements ayant recours au travail temporaire, l'enquête était complétée par la visite des ateliers et l'analyse des emplois tenus par les travailleurs temporaires. Cette analyse s'est effectuée grâce à un deuxième questionnaire portant sur le type d'emploi exercé par l'ouvrier en liaison avec le mode de production et les caractéristiques de l'équipement, les conditions de travail et le niveau de qualification. Ce dernier étant appréhendé par la conjugaison de trois facteurs : type de l'activité principale exercée dans la tâche, niveau de formation professionnelle et générale, existence d'une expérience professionnelle.

Les informations réunies à partir des deux questionnaires ont permis d'aboutir grâce à un traitement informatique à une classification des établissements et des emplois.

SOMMAIRE

A v a n t - p r o p o s

Introduction

Première partie. L'enquête : problèmes, méthode, pratique

Chapitre I. Présentation de la méthode et des questionnaires

I. Le questionnaire établissement

II. La « fiche emploi »

Chapitre II. Le traitement de l'enquête

I. Présentation de la méthode

II. Technique utilisée

Chapitre III. Aspects juridiques

I. La sous-entreprise

II. Les types de sous-entreprise de main d'œuvre

III. Les types de sous-entreprise de travaux

IV. Les problèmes posés par la législation relative au travail temporaire

Chapitre IV. Le point sur les données statistiques concernant le travail temporaire en France

I. Branches utilisatrices du travail temporaire

II. Niveau de qualification des emplois intérimaires

Chapitre V. Présentation de l'échantillon

I. Champ de l'enquête

II. Les établissements étudiés

Deuxième partie. Les établissements

Chapitre I. Le recours au travail temporaire

I. Les établissements utilisateurs des entreprises de travail temporaire

II. L'importance du recours aux entreprises de travail temporaire

III. Les catégories d'emplois faisant l'objet du recours

IV. Raisons de recours ou du non recours aux entreprises de travail temporaire

V. Les autres types de main-d'œuvre extérieure

Chapitre II. Profils de recours ou de non recours aux entreprises de travail temporaires

I. Analyse du partage en six classes

II. Analyse du partage en six groupes forts

III. Analyse des différents types de main-d'œuvre extérieure

IV. Profils retenus

Chapitre III. Les caractéristiques économiques et sociales des établissements

I. Caractéristiques économiques des établissements

II. Caractéristiques sociales des établissements

Chapitre IV. Profils économiques et sociaux des établissements

I. Analyse du partage en cinq classes

II. Analyse du partage en sept groupes forts

Conclusion. Confrontation des profils de recours au travail temporaire et des profils économiques et sociaux des établissements

Troisième partie. Les emplois

Chapitre I. Caractéristiques générales des emplois ouvriers confiés aux travailleurs temporaires

I. Répartition par activités et par régions

II. Caractéristiques des ateliers visités

III. Conditions de travail concernant les ateliers et les emplois

IV. Niveau de qualification et de formation des emplois

V. Fréquence du recours au travail temporaire

Chapitre II. Principaux types d'emplois ouvriers confiés aux travailleurs temporaires

I. Analyse du partage en trois classes

II. Analyse du partage en sept groupes forts

III. Les variables structurantes

Chapitre III. Le travail temporaire dans l'industrie électrique et électronique de la région parisienne

I. Le monteur câbleur en électronique professionnelle

II. Monographies d'établissements

Synthèse générale et conclusion

Les ouvriers vieillissants de la région parisienne : activité professionnelle et condition de travail

#17 - janvier 1979 - Philippe Vrain et Geneviève Gontier

RÉSUMÉ

Le Centre d'études de l'emploi a effectué, entre le deuxième semestre de 1973 et le début de 1974, une enquête approfondie sur les conditions de travail et d'existence des ouvriers vieillissants de la région parisienne.

L'objectif fut d'analyser, dans le détail, la situation des ouvriers âgés, à la fois en ce qui concerne leur passé (rétrospective scolaire, professionnelle, et sanitaire) et leur existence présente (activité professionnelle, conditions de travail, état de santé déclaré, situation de famille, etc.).

Cette enquête fut réalisée par interviews auprès d'un peu plus de 1700 ouvriers de la région parisienne, âgés de 55 à 64 ans hommes, français ou étrangers, actifs et inactifs.

L'échantillon, constitué à partir de listes fournies par des institutions de retraites complémentaires, assure une assez bonne représentation de la population ouvrière de la plupart des industries de la région parisienne, mais il ne couvre qu'imparfaitement le champ des activités tertiaires (absence du secteur tertiaire public notamment).

Le questionnaire demandait entre une heure quinze et une heure trente d'interview. Il s'agissait donc d'une étude « lourde » susceptible de fournir des informations de caractère structurel sur l'emploi des ouvriers vieillissants. L'exploitation de cette enquête fut menée dans cette optique : les aspects proprement conjoncturels ne furent décrits que dans la mesure où leur mention s'avéra nécessaire à la compréhension de ces données de structure.

SOMMAIRE

A v a n t - p r o p o s

I n t r o d u c t i o n

L e s

C o n s t i t u t i o n

L e t e r r a i n

p e r s o n n e s

d u

c o n c e r n é e s

q u e s t i o n n a i r e

Chapitre I. Essai d'estimation de la population des ouvriers de la région parisienne

I. La population active âgée de 55 à 64 ans en France par activité économique et catégorie socioprofessionnelle

II. La population active dans la région parisienne : structure et évolution récentes

III. Estimation de la population ouvrière masculine âgée de 55 à 64 ans et résidant en région parisienne

Annexe du chapitre premier

Chapitre II. L'activité professionnelle des ouvriers âgés de la région parisienne

Niveau de l'activité

I. Actifs dans l'enquête du CEE. Taux d'activité par âge

II. Les inactifs dans l'enquête

Analyse des emplois occupés par les ouvriers âgés : activités collectives et métiers

I. Les activités collectives

II. Les postes de travail occupés par les ouvriers vieillissants : résultats de deux enquêtes réalisées en Angleterre et en France

III. Les métiers exercés par les ouvriers âgés de la région parisienne

La qualification des emplois occupés par les ouvriers âgés

I. La qualification du travail : problèmes posés par son contenu et son évolution

II. Analyse de la qualification des emplois occupés par les ouvriers âgés

Chapitre III. La mobilité professionnelle

Étude de la séquence des métiers

I. La méthode

II. Étude de la mobilité

III. Les flux

IV. Les filières, les métiers de départ et les métiers d'arrivée

Les emplois occupés depuis l'âge de 45 ans

I. L'emploi à 45 ans et le dernier emploi

II. Le passage de l'avant-dernier au dernier emploi

Annexe du chapitre III

Chapitre IV. Les salaires

I. Variation des salaires selon l'âge, d'après les enquêtes nationales

II. Les gains mensuels des ouvriers vieillissants de la région parisienne

III. Analyse des taux de salaire horaire

IV. Les gains mensuels et horaires selon la nationalité

V. Essai d'estimation de l'importance des gains pour heures supplémentaires

Annexes du chapitre IV

Chapitre V. Les conditions de travail

I. Les nuisances au travail

II. Cadences, intensité et rythme du travail

III. La durée du travail

Chapitre VI. L'état de santé

I. Les mécanismes du vieillissement

II. La tolérance des travailleurs vieillissants aux agressions du milieu ambiant, au rythme de la charge de travail

III. L'état de santé. Résultats de l'enquête du CEE

IV. Les malades d'origine professionnelle

V. Bilan des atteintes traumatiques passées

L'intervention de l'état en matière d'emploi : deux exemples

#16 - janvier 1978 - Maryse Bacot, Danièle Bourret, Philippe Branquart, Laurence Foucher, Christian de Giry, Armelle Gorgeu, Marie-Françoise Mouriaux, Marie-Madeleine Orhand

SOMMAIRE ET RÉSUMÉS

Danièle Bourret, Philippe Branquart, Christian de Giry et Armelle Gorgeu : Les emplois industriels nouveaux d'une zone en reconversion : le pays minier de Lens-Béthune (Pas-de-Calais)

La zone constituée par les arrondissements de Lens et de Béthune, dont l'économie reposait entièrement sur l'industrie charbonnière, a été profondément affectée par les problèmes liés à la nouvelle répartition internationale des sources de production énergétique, en particulier la substitution pétrole-charbon. Cette zone, située à l'ouest du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, a été la première de cette région à connaître le déclin économique et à faire l'objet de tentatives planifiées de reconversion. Mais ce n'est qu'à partir du IV^e Plan (1962-1965) que les répercussions socio-économiques de la diminution de la production charbonnière seront pleinement appréciées. Toutefois les solutions alors préconisées témoignent encore de la persistance d'une certaine conception de la région Nord en tant que réservoir de main d'œuvre : implantation et développement dans la zone minière d'industries de transformation légère employant une nombreuse main d'œuvre notamment féminine. [...]

Maryse Bacot, Laurence Foucher, Marie-Françoise Mouriaux et Marie-Madeleine Orhand : La législation sur les licenciements : son application dans un contexte de crise économique

L'étude, effectuée avec l'aide conjointe de la Commission des Communautés européennes et du ministère du Travail, repose sur les interviews menées au printemps 1977 dans une cinquantaine d'entreprises du secteur privé. Le compte rendu d'enquête est complété par des documents statistiques et bibliographiques publiés en **a n n e x e s**.

L'objectif de l'étude était de cerner les effets de la législation en matière de protection de l'emploi sur les politiques des entreprises. Le choix des unités a été dicté par le souci d'assurer la prise en compte d'une diversité de cas significatifs. Ont été interrogés aussi bien des firmes prospères que défailtantes, rassemblant une main d'œuvre qualifiée ou sans véritable formation professionnelle, utilisant beaucoup ou peu de personnel. Le questionnaire portait sur la situation économique des firmes, les mesures éventuellement prises en cas de difficulté et les conséquences sur le personnel. [...]

L'entrée dans la vie active

#15 - janvier 1976 - Gabrielle Balazs, Félix S. Dossou, Jean-Pierre Faguer, Irène Kandel, Catherine Mathey

SOMMAIRE ET RÉSUMÉS

I. L'entrée des jeunes dans la vie active : la génération 55

Jean-Pierre Faguer. Les conditions scolaires d'accès à l'emploi : les enjeux des scolarités moyenne Cette étude se fonde sur les résultats de la seconde phase d'une enquête menée par le Centre d'études de l'emploi depuis 1971 pour connaître les conditions d'entrée dans la vie active de la génération née en 1955. Les résultats publiés ici concernent uniquement les informations recueillies dans les questionnaires envoyés en 1974. Les enquêtés étaient âgés de 19 ans. L'étude se limite à un aspect du processus de passage de l'école à la vie professionnelle, la mise en valeur des effets de l'orientation scolaire sur les modalités d'entrée sur le marché du travail. Elle essaie de répondre à la question suivante : dans quelle mesure l'augmentation continue de la « demande d'éducation » marquée notamment par l'allongement de la durée moyenne des études et par le déplacement de l'orientation décisive de l'entrée en 6e à l'entrée du deuxième cycle long, transforme-t-elle les mécanismes de sélectivité du marché du travail ? [...]

Félix S. Dossou. Conditions et mécanismes d'insertion professionnelle des jeunes It is often difficult to describe the means of entering the labour force, because of the multiplicity of individual experiences, of the different forms of employment statutes and channels and of the inadequacy of the measuring instruments. In order to understand the first stages of working life and to explain them, it is first necessary to have the means of studying them over a long enough period. Thus an approach based upon the evolution of significant situations in the working field and their progression is essential. [...]

Irène Kandel. Activité/inactivité des jeunes filles et des jeunes femmes L'enquête longitudinale, portant sur une même génération des jeunes, permet d'analyser les incidences des stratégies scolaires différencielles des garçons et des filles, une fois sortis du système scolaire (N=907 garçons et 1037 filles). Si jusqu'à présent on a toujours expliqué la ségrégation des marchés et les différences salariales qui en découlent par le manque de formation des femmes, l'enquête permet de montrer que cela ne constitue qu'un des éléments d'explication. En effet parmi la génération de jeunes nés en 1955, les jeunes filles sortent de l'école avec un bagage scolaire et professionnel non seulement égale mais souvent supérieur à celui des garçons, et pourtant elles subissent déjà les mêmes discriminations que l'ensemble de la population féminine. [...]

II. Chômage et insertion professionnelle

Gabrielle Balazs. Chômage et insertion professionnelle : disparités régionales Cet article ne rend compte que des premiers résultats d'une enquête encore en cours auprès de jeunes demandeurs d'emploi inscrits à l'A.N.P.E. en octobre 1975. L'enquête porte sur les demandes d'emplois déposées à l'A.N.P.E. (N=12000) et les caractéristiques sociales des chômeurs de 16 à 25 ans (sexe, âge, niveau de formation) et sur les données propres à l'enquête (N=3000) réponses au questionnaire envoyé aux demandeurs d'emploi six mois après leur inscription à l'agence. [...]

Catherine Mathey. Recherche de travail et temps du chômage : Interview de 50 jeunes travailleurs privés d'emploi

Il s'agit d'un simple constat d'expériences différentes vécues par 50 jeunes privés d'emploi pendant l'année 1975-76, sans aucune ambition de dresser un tableau exhaustif de l'ensemble des jeunes chômeurs. On a laissé aux entretiens leur complexité, leurs aspects contradictoires et essayé de montrer l'unicité de chaque cas ; toute typologie des « vécus » du chômage a été éliminée comme ne paraissant pas pouvoir donner une image de la réalité. [...]

Demande finale et emploi : approche par la méthode de l'équivalent-travail d'une production

#14 - janvier 1977 - Nicole Dubrulle, Patrick Ranchon

RÉSUMÉ

The work equivalent of a given production is a method which aims at assessing the amounts of work done in the productive system, in order to produce final goods and services, whose sum equals the total demand. For a given product, this amount of work is done partly in the branch which produces it. The method of the work equivalent, based upon the translation into work of the intersectoral input-output tables, enables one to compute the repartition of the work done in each branch between the final goods and services it contributed to produce. The concept of National accounts are not perfectly adapted for striking a global balance of employment and some restraining conventions have to be laid down in order to use the method; methodological problems result from them, and they have been thoroughly studied. The conventions are concerned with the circularity of the process and the homogeneity of the products.

The convention about circularity does not seem to set any difficulties so long as the method is not used in order to study the overall economic situation.

Finally, a simulation exercise has enabled us to assess, in terms of employment, the effects of transfers of demand between the products of the sub-branches of a branch: It then appears that the work equivalent can usefully complete previsions through the study of demand variants.

SOMMAIRE

Première partie – Présentation de la méthode et problèmes théoriques

Chapitre I – Présentation de la méthode

I – Modèle de LEONTIEF – Tableau des échanges inter-industriels

II – Transposition en travail

Chapitre II – Les problèmes théoriques

I – Le problème des administrations et des institutions financières

II – Le problème du commerce

III – Le problème des importations

IV – Le problème de la formation brute de capital fixe

Deuxième partie – Approfondissement méthodologique des implications de la convention d'homogénéité

Chapitre I – L'étude des écarts. Comparaison des tableaux ex-ante et ex-poste

I – Présentation générale

II – Analyse détaillée des écarts par branche et par produit

III – Effet des consommations intermédiaires et de la productivité

Chapitre II – Effets sur l'emploi de transferts de demande

I – Croissance homogène de la demande finale dans les sous-branches

II – Croissance différentielle et transferts de demande finale

Troisième partie – Trois applications

Chapitre I – L'équivalent en travail de la demande finale de biens et services en 1968. Effet sur l'emploi dans les branches

I – Quelques résultats généraux

II – Les flux de travail entre branches et produits

III – Les flux de travail entre branches et composantes de la demande finale

Chapitre II – L'étude de la période 1968-1973

I – Les grands traits de l'évolution entre 1968 et 1973

II – Étude détaillée de quelques branches et de leurs produits

a) L'agriculture

b) L'industrie textile

c) La construction mécanique et la construction électrique

d) La construction automobile

e) L'industrie du bâtiment et des travaux publics

f) Les services

Chapitre III – L'étude par qualification en 1973

Le fonctionnement d'un marché du travail local : le bassin de main-d'œuvre de Compiègne

#13 - janvier 1977 - Michel Destefanis, Laurence Foucher, Béatrice Goutermanoff

RÉSUMÉ

Dans le chapitre préliminaire, les auteurs développent leur approche théorique du fonctionnement du marché du travail. Ils décrivent ensuite les phases principales des travaux menés sur le bassin d'emploi de Compiègne. Ces travaux comprennent des enquêtes directes menées auprès d'échantillons de la population et des établissements, ainsi que des investigations dans des enquêtes nationales ou des documents administratifs.

Les enquêtes auprès de la population consistaient à contacter un échantillon de 2855 ménages, dans chacun desquels un questionnaire a été rempli pour tout individu âgé de 14 ans ou plus (au nombre de 6617) en 1974 ; il s'agissait en particulier de retracer la vie d'un individu trimestre par trimestre du 01/01/1969 au 31/03/1974 ; à la suite de cette première enquête, un sous-échantillon de 500 individus réputés mobiles et un autre sous-échantillon de 500 individus réputés stables ont fait l'objet d'une nouvelle enquête, dans laquelle on devait décrire leur scolarité et leur entrée dans la vie active, les différents emplois qu'ils ont tenus depuis, leur motivation au changement d'emploi ou à la stabilité.

Les enquêtes ont touché 282 établissements comprenant tous les établissements de plus de 100 salariés au 01/04/1974 implantés dans le bassin de Compiègne et des échantillons représentatifs des établissements de 10 à 99 salariés et de moins de 10 salariés. Après des entretiens avec la direction de ces établissements portant sur la politique du personnel et la situation économique de l'entreprise, un questionnaire a été rempli pour chaque mouvement (entrée ou sortie d'un salarié) entre le 01/04/1974 et le 30/03/1975. Il visait à cerner les motifs et modalités de mouvements, les pratiques de sélection à l'embauche, le poste touché par le mouvement. Plus de 12000 questionnaires ont été recueillis.

Parallèlement à ces enquêtes, nous avons utilisé les questionnaires de l'enquête « Structure des emplois » (INSEE, Ministère du Travail) ainsi que les documents administratifs relatifs aux contrats passés par les agences de travail temporaire avec les salariés et les établissements utilisateurs. Les trois parties de ce cahier ont été réalisées à partir des premières exploitations de l'enquête auprès des 2855 ménages pour la première et la troisième, des interviews de chefs d'établissement pour la deuxième. [...]

S O M M A I R E

Avant-propos

Chapitre préliminaire – Approche théorique et description des travaux

I – Premières définitions : le schéma élémentaire du fonctionnement du marché du travail
II – Les discontinuités apparentes sur le marché du travail
III – Les causes premières de la segmentation du marché du travail
Commentaires et conclusions
IV – Les travaux du Centre d'Études de l'Emploi sur le bassin de Compiègne

Première partie : Le bassin de Compiègne : population et ressources de main-d'œuvre

I n t r o d u c t i o n

Chapitre I – L'accroissement de la population ; évolution de la composition et de l'habitat des ménages
Chapitre II – La répartition de la population selon le sexe et l'âge
Chapitre III – Le rôle de la population des ménages agricoles dans la formation des ressources de main-d'œuvre et leur participation au marché du travail

Deuxième partie : Politiques de personnel et mobilité des salaires

I n t r o d u c t i o n

Chapitre I – Caractéristiques générales des établissements et de l'emploi

I – Les activités industrielles et tertiaires
II – Structures d'entreprises et importance économique des établissements
III – Climat général du marché de l'emploi ressenti par les employeurs

Chapitre II – Organisation du travail et politiques de personnel

I – La rémunération du travail : salaires et primes
II – Statut de salarié. Formes et conditions de travail
III – Rapprochement des rémunérations et conditions de travail
IV – Perspectives de promotion et formation des salariés : un contexte pertinent à la mobilité

Chapitre III – Situation économique et politiques de personnel

I – Disparité des situations sur le plan économique
II – Situation économique et politiques de personnel

Conclusion

Troisième partie : Mobilité des ressources de main-d'œuvre du bassin d'emploi de Compiègne

Chapitre I – Méthodes et comptage : présentation des premiers résultats de l'enquête auprès des ménages

I – La participation à l'activité entre le 1.01.1969 et le 31.03.1974 des individus âgés de 14 ans et plus en 1974
II – La mobilité d'emploi des individus

Chapitre II – Intensité et mode de participation à l'activité des ressources de main d'œuvre du bassin

I – L'interruption d'activité
II – L'entrée dans la vie active et les sorties définitives de vie active

Chapitre III – La mobilité d'emploi de la population active

Emploi, formation et durée du travail : face à la conjoncture

#12 - janvier 1977 - Patrick Berthau, Michel Destefanis, Jean-Marie Gonot, Marie-Thérèse Letablier, Marie-Françoise Mouriaux, Huguette Patrice

SOMMAIRE ET RÉSUMÉS

Marie-Françoise Mouriaux : Bâtiments et transports routiers : problèmes liés à la réduction du temps de t r a v a i l

Reposant sur des entretiens effectués de juin à septembre 1975 auprès de 25 responsables d'entreprises ou d'organisations professionnelles des transports routiers de marchandises et du bâtiment-travaux publics, l'étude n'entend pas réaliser un sondage représentatif de l'opinion des employeurs sur la réduction du temps de travail mais vise à dégager la logique inhérente à leur discours. [...]

Patrick Berthau, Jean-Marie Gonot, Marie-Françoise Mouriaux, Huguette Patrice : Étude de quelques pratiques de la formation professionnelle continue dans une période de récession économique

La Délégation à l'emploi, le centre d'études de l'emploi et des Échelons régionaux de l'emploi de Nancy et Toulouse se sont associés pour réaliser cette enquête. Vingt-deux entreprises, relevant de neuf branches d'activité ont été étudiées au cours du second semestre 1975. L'interrogation à laquelle il était tenté de répondre était double. La législation sur la formation professionnelle continue entraîne-t-elle des modifications dans le comportement des firmes et la crise économique survenue depuis 1974 a-t-elle contrarié ou infléchi cette application ? [...]

Michel Destefanis, Marie-Thérèse Letablier : Dynamiques des secteurs industriels et emploi local

L'objectif de cette recherche déjà annoncé dans le cahier n°1 du Centre d'études de l'emploi à propos des recherches sur la structure et l'évolution de l'emploi industriel, était de mesurer la sensibilité des régions et départements à la conjoncture nationale des secteurs. [...]

L'activité féminine : enquête sur la discontinuité de la vie professionnelle

#11 - janvier 1977 - Annie Labourie-Racapé, Marie-Thérèse Letablier, Anne-Marie Vasseur

RÉSUMÉ

Objet et méthode

L'évolution récente de la répartition par âge des taux d'activité féminine montre que l'accroissement de la population féminine porte sur des classes d'âge précis et en particulier les 25-35 ans. C'est à ces âges que les femmes ont coutume d'interrompre leur activité professionnelle ; nous savons peu de choses sur les modalités de cette interruption.

L'objet de cette recherche est d'analyser les conditions d'interruption ou de poursuite d'activité des femmes. Aussi, c'est parmi ces tranches d'âge que nous avons enquêté des femmes mariées, mères de deux enfants ou plus, actives ou inactives, dans deux espaces urbains différenciés du point de vue taille, croissance et structure socio-professionnelle.

L'échantillon composé de 2000 femmes a été tiré des fichiers de la Caisse des Allocations Familiales de Caen et Lyon, ce qui excluait d'emblée les femmes dont le mari est salarié du secteur public. L'enquête par questionnaire a été réalisée au cours de l'hiver 1974-1975, auprès de femmes qui avaient donné leur accord en réponse à une lettre adressée par la Caisse des Allocations Familiales. [...]

S O M M A I R E

Chapitre I : Présentation de l'enquête

I – Choix de l'échantillon

- a) la population étudiée
- b) le choix des terrains

II – Base de sondage et déroulement de l'enquête

III – Description de l'échantillon

- a) l'activité professionnelle
- b) la structure par âge
- c) le milieu social
- d) la localisation et l'origine géographique

Chapitre II : Les modalités de l'activité professionnelle féminine

I – Interruption ou continuité d'activité ?

II – La fréquence des interruptions

- a) Les interruptions supérieures à 6 mois
- b) Les interruptions supérieures à 2 ans

III – La durée d'inactivité

IV – La localisation et l'origine géographique

Chapitre III : Activité féminine, milieu social et revenus

I – Le milieu social

- a) Le milieu social d'appartenance défini par la catégorie socio-professionnelle du mari
- b) Le milieu social d'appartenance défini par la catégorie socio-professionnelle de la femme
- c) Le milieu social d'appartenance défini par la catégorie socio-professionnelle du père
- d) Le milieu social d'appartenance et le milieu social d'origine

II – Les revenus

- a) les revenus des ménages
- b) le salaire mensuel des femmes qui exercent une activité professionnelle
- c) le « calcul » économique

C o n c l u s i o n

Chapitre IV : Activité féminine, formation et vie professionnelle

I – La préparation à la vie active

- a) l'âge de fin d'études
- b) le niveau de formation générale
- c) niveau et nature de la formation professionnelle

II – L'entrée dans la vie active

- a) le premier emploi
- b) les déterminants du premier emploi
- c) mariage, naissances et premier emploi

III – Le déroulement de la vie active

- a) la mobilité de l'emploi
- b) la mobilité professionnelle
- c) le dernier emploi connu

C o n c l u s i o n

Chapitre V : Activité féminine, charges familiales et évènements démographiques

I – Les charges familiales

- a) le nombre d'enfants
- b) l'âge des enfants et le mode de garde du dernier enfant

II – Les évènements démographiques

- a) l'âge des femmes au mariage et à la naissance de leurs enfants
- b) le calendrier des naissances

III – Les pratiques de limitation des naissances

C o n c l u s i o n

Chapitre VI : L'absence totale d'activité professionnelle

- a) caractéristiques des inactives totales
- b) raisons 'inactivité et projets

C o n c l u s i o n

Conclusion générale

L'emploi salarié tertiaire en France : localisation des activités, hiérarchisation de l'espace

RÉSUMÉ

In recent years, it is the tertiary sector which has experienced the most rapid increase in its labour force, so that a great part of the jobs created by the French economy has been created in that sector. Can one infer from this that in this difficult period which characterizes the western economies, the tertiary sector will carry on its rapid growth and make it possible to restore the balance of employment ? Nothing could be less sure, but though this question is of prime importance, it seems now impossible to answer it, as the development of this sector's activity as well as its ability to create employment, are factors still insufficiently known.

The authors of the research study reported hereunder do not claim to solve such a problem ; their first ambition is to give a systematic and formalized description of the distribution of cattle on the French national territory, so as to bring out certain fundamental structures and contribute to setting more clearly the problem of the factors of development and localisation of employment. [...]

S O M M A I R E

Première partie : Diffusion de l'emploi salarié tertiaire et structures départementales

Chapitre I : La diffusion de l'emploi salarié des principales activités tertiaires dans les départements

- I – L'ensemble du secteur tertiaire
- II – Les cinq grands secteurs : transports, commerces, banques et assurances, services, administrations privées et Sécurité sociale
- III – Une division des cinq grands secteurs en vingt activités

Chapitre II : La structure de l'emploi tertiaire des départements

- I – La part des cinq grands secteurs dans l'emploi salarié tertiaire des départements
- II – La part des vingt activités dans l'emploi salarié tertiaire des départements

Chapitre III : Quelques données sur la place des femmes dans l'emploi salarié

Deuxième Partie : Emploi salarié tertiaire et population résidente

Chapitre I : Éléments méthodologiques. La mesure des disparités géographiques par la notion d'écart relatif

Chapitre II : Les disparités départementales engendrées par l'emploi salarié tertiaire

- I – L'ensemble du secteur tertiaire
- II – Les cinq grands secteurs
- III – Les principales activités

Chapitre III : Les disparités régionales engendrées par l'emploi salarié tertiaire

- I – L'ensemble du secteur tertiaire
- II – Les principales activités
- III – La division de la France en quatre zones

Troisième Partie : Analyse structurelle de l'emploi tertiaire

Chapitre I : Analyse des associations d'activités : localisations liées, localisations autonomes

Chapitre II : Division de l'espace en groupes hiérarchisés de départements

- I – La description des groupes
- II – La différenciation des groupes par le niveau d'emploi dans les activités

Chapitre III : L'emploi industriel dans les différents groupes

- I – La composition de l'industrie dans les 5 groupes
- II – Les différences entre les groupes

L'emploi industriel en France (1968-1976). Modifications spatiales et temporelles

#9 - janvier 1976 - Jean Dumard, Marie-Thérèse Letablier

RÉSUMÉ

L'emploi salarié industriel a progressé de plus de 400 000 emplois entre le 31.12.1968 et le 31.12.1971, soit environ 8% de l'effectif total en 1968. Pendant cette même période, l'emploi féminin a progressé sensiblement davantage que l'emploi masculin, renforçant ainsi la part des femmes dans l'emploi salarié industriel. Toutefois, cette augmentation d'emplois ne se distribue pas en « saupoudrage » de toutes les activités dans toutes les régions. La tendance observée est celle d'une diffusion spatiale des activités et d'une uniformisation des structures sectorielles régionales. [...]

SOMMAIRE

Première partie : Les mouvements apparents de l'emploi industriel de 1968 à 1971

Chapitre I : Rappel de quelques généralités sur les salariés de l'industrie en France

- I – Évolution de l'emploi salarié industriel dans les régions de 1968 à 1971
- II – Évolution de l'emploi salarié industriel féminin dans les régions de 1968 à 1971
- III – Évolution de l'emploi salarié industriel et niveau d'industrialisation des régions

Chapitre II : La participation des branches du mouvement global de l'emploi

- I – Participation au niveau des secteurs et des régions
- II – La participation des branches et des départements

Conclusion

Deuxième Partie : La diffusion des branches industrielles

Chapitre I : Stabilité à moyen terme de la diffusion

- I – Les départements dominants selon les branches
- II – Examen des activités dans la NAE en 29 postes

Chapitre II : Diffusion de l'emploi salarié féminin

- I – Disparité de diffusion des industriels selon le sexe des salariés
- II – Diffusion régionale et taux, par branche, de l'activité féminine

Chapitre III : Diffusion des établissements industriels en 1971

Conclusion

Troisième Partie : Approche synthétique de la spécialisation, la croissance différentielle

Chapitre I : Evolution de l'emploi dans les trois grands secteurs d'activité

Chapitre II : La croissance différentielle sur l'ensemble des départements

I – Les indices de croissance différentielle
II – Croissance des emplois et des établissements selon les régions entre 1968 et 1971
III – La croissance différentielle au niveau départemental

Chapitre III : Deux exemples d'interprétation des indices différentiels

I – Un exemple régional : Les dix départements de l'Est
II – Les indices différentiels selon le sexe : La Bretagne

Quatrième Partie : Composantes et évolution de la spécialisation régionale

Chapitre I : La spécialisation des régions en 1971

I – L'indice de spécialisation
II – La spécialisation selon les trois secteurs
III – La spécialisation selon les activités économiques (99 postes)
IV – Les activités dominantes dans les régions

Chapitre II : Evolution de la spécialisation des régions de 1968 à 1971.

Cinquième Partie : Spécialisation de l'emploi industriel départemental et son évolution

Chapitre I : Situation et évolution de l'emploi salarié dans les départements de 1968 à 1971

Chapitre II : La spécialisation des départements en 1971 et son évolution de 1968 à 1971

I – Spécialisation selon les trois secteurs
II – Spécialisation selon les activités
III – Homogénéité des régions et équilibre entre les branches et entre les secteurs
IV – Participation des départements à l'emploi des divers secteurs d'activité
V – Évolution de la spécialisation des départements de 1968 à 1971 (99 postes)

Conclusion

Trois approches des problèmes d'emploi. Unités de production, entreprises, régions

#8 - janvier 1975 - Françoise Rerat, Georges Petit, Michel Bauman, Armelle Gorgeu, B. Goutermanoff

R É S U M É

Cette étude fait suite à une autre parue dans le cahier n°1 du Centre d'Etudes de l'Emploi, sur les besoins régionaux de recrutement, qui comparait les résultats obtenus sur trois régions (Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Pays de la Loire) et de la France entière.

La méthode utilisée a été appliquée à dix autres régions avec la collaboration des Directions Régionales du Travail.

L'étude actuelle a pour but de faire apparaître, à partir d'une méthode de prévisions de besoins de recrutement, commune à ces régions, les particularités de celles-ci.

S O M M A I R E

Les emplois tenus par la main d'œuvre étrangère
Françoise Rerat, Georges Petit, Michel Bauman

Investissement et emploi dans les grandes entreprises de la fonderie
A r m e l l e G o r g e u

Comparaisons inter-régionales des besoins de recrutement par catégorie socio-professionnelles entre
1 9 6 8 e t 1 9 7 5
B. Goutermanoff

Les jeunes et l'emploi

#7 - janvier 1975 - Jean Rousselet, Gabrielle Balazs, Catherine Mathey, Jean-Pierre Faguer, Irène Kandel, Félix Dossou

S O M M A I R E

A v a n t p r o p o s
M . G a l a b e r t

L'idée de travail de réussite et d'échec chez des jeunes de milieux scolaires et sociaux différents
Jean Rousselet, Gabrielle Balazs et Catherine Mathey

L'entrée des jeunes dans la vie active : la génération 1955
Jean Rousselet, Jean-Pierre Faguer, Irène Kandel et Félix Dossou

Opinions sur le Marginalisme : Analyse d'interviews de spécialistes de la jeunesse
Gabrielle Balazs et Catherine Mathey

Les salariés de l'industrie

#6 - janvier 1974 - Jean Dumard, Marie-Thérèse Letablier, Annie Labourie-Racape

R É S U M É

La France reste un pays industriel : est-elle encore dans « l'ère industrielle ? » Dans l'évolution récente des pays occidentaux d'économie libérale, on distingue deux périodes successives, que l'on peut nommer « ère industrielle » et « ère tertiaire ». La première est caractérisée par une production d'énergie et de biens de plus en plus importante sur le territoire, l'importation de produits finis, et l'emploi d'une part très importante de la population active dans les secteurs matériellement productifs ; la seconde se caractérise par l'exportation massive de capitaux, l'importation (ou la production « expatriée ») de produits intermédiaires et de produits finis, une dépendance énergétique très grande, et l'emploi d'une part de plus en plus réduite de la population active dans l'industrie, en vue de produire des biens de plus en plus « sophistiqués », alors que la majeure partie de la

population active est occupée aux services. Mais, alors qu'il est facile de placer par exemple les Etats-Unis dans l'ère tertiaire, et l'Allemagne fédérale dans l'ère industrielle, il semble que pour la France, ces deux périodes se télescopent, un peu comme se télescopent les différentes périodes de l'ère préindustrielle dans les pays en voie d e d é v e l o p p e m e n t .

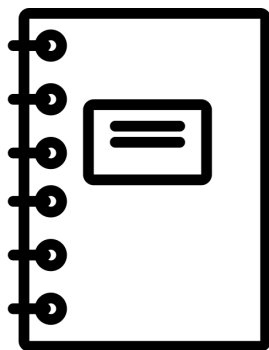
Ainsi, la part de la population active occupée dans l'industrie en France reste importante : 40,54% mais si elle est nettement plus importante qu'aux États-Unis, elle est bien inférieure à celle que l'on trouve en République Fédérale d'Allemagne (48%) ou au Royaume-Uni. La dépendance énergétique est grande (1) (indice égal à 63 pour la France, contre 58 aux Pays-Bas ou 40 en R.F.A., en 1968) ; les importations de produits manufacturés occupent dans les importations une place plus importante en France (7% en 1968) qu'en R.F.A. ou au Royaume Uni, et les mêmes produits constituent les ¾ de la valeur des exportations ; l'ensemble des exportations représentait en 1968, 14% de la production intérieur brute (19% en R.F.A.). Parallèlement on observe un effort d'investissement sans précédent : la part de la production intérieure brute consacrée aux investissements, déjà très importante en 1968 devient la plus importante des pays du Marché Commun en 1969.

C'est le caractère sélectif des exportations et de la politique d'investissement qui ont le plus de conséquences sur la main-d'œuvre : en effet l'effort d'investissement brutal n'a pas porté sur l'ensemble des secteurs qui étaient des industries de main-d'œuvre plutôt que des industries de capital : il a touché particulièrement la production des biens d'équipement, dont certains secteurs de pointe travaillent en grande partie pour l'exportation ; ou bien des industries de main d'œuvre qui travaillaient essentiellement pour le marché national, mais qui, avec le retard technologique accumulé au cours de décennies, de sous-investissement, risquaient d'être supplantées sur le marché national par les firmes étrangères (sidérurgie, et surtout textile). Or, on observe une très grande concentration géographique de l'emploi dans les biens d'équipement sur la région parisienne ; ainsi la politique d'investissement tendrait à renforcer la dépendance du reste de la France par rapport à Paris. D'autre part certains secteurs de pointe comme l'aéronautique, constituent la seule industrie de régions nouvellement industrialisées ; comme ces secteurs sont aussi importateurs de produits manufacturés, on voit combien ces régions peuvent être dépendantes de la situation internationale, politique et monétaire. Plus préoccupante est la situation des régions industrielles traditionnelles : déjà éprouvées par l'abandon des sources d'énergie qui avaient été leur premier moteur (charbon notamment), elles sont particulièrement touchées par les restructurations et des changements technologiques qui accompagnent l'investissement brutal et massif dans la sidérurgie et le textile notamment.

Il apparaît ainsi que le problème est général du « développement harmonieux des activités dans l'espace » revêt en France une acuité particulière. On pourrait sans doute discuter la relativité des concepts de développement harmonieux des régions ou de sous-développement régional qui fleurissent dans la presse et l'édition depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Mais il reste que le phénomène régional prend de plus en plus d'importance et que l'on ne peut se contenter du déterminisme empirique de la géographie traditionnelle, pour analyser un phénomène aussi large de nature conflictuelle ; la volonté et parfois les antagonismes politiques sont confrontés au calcul économique, qui, en système libéral a pour seul but la minimisation du coût des facteurs de production. Si avant la guerre, la politique avait marqué des points (par l'éloignement des industries à implication stratégique des centres menacées) et en marquait encore dans les années qui suivirent immédiatement la deuxième guerre mondiale, les considérations économiques paraissent tendre à nouveau à prévaloir avec l'importance croissante des grands groupes nationaux et multinationaux, et l'appel au pouvoir d'investissement des capitaux étrangers. En fait, la décentralisation ou le « saupoudrage » ne semblent pas avoir modifié fondamentalement l'organisation de l'espace industriel français ; et en ce qui concerne l'emploi, il continue d'exister « deux France » séparées par une ligne oblique Nord-Ouest – Sud-est ; au mieux la démarcation du sud-ouest s'est-elle un peu abaissée à l'Ouest : c'est là une illustration de la force d'inertie des structures. [...]

S O M M A I R E

Branches	et	régions	industrielles	en	France
Jean	Dumard	et	Marie-Thérèse		Letablier
Activité	féminine	et	structure	des	emplois
Annie Labourie-Racape					



<https://ceet.cnam.fr/publications/cahiers-2-3-959026.kjsp?RH=1507624655036>